



CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES












ACCORD-CADRE DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

ACCORD CADRE N° 26OCC01G
Groupement de commande pour le nettoyage des
locaux et / ou de vitrerie pour les sites des CCI
d'Occitanie et leurs établissements annexes






Coordonnateur du groupement de commandes :

Chambre de Commerce et d'Industrie Région Occitanie
5 Rue DIEUDONNE COSTES
31700 BLAGNAC

L'ESSENTIEL DU CONTRAT

	Objet	Prestations de nettoyage pour le Groupement des CCI d'Occitanie et leurs établissements annexes.
	Type de contrat	Accord-cadre
	Nombre de lots	11
	Tranches optionnelles	Sans tranches optionnelles
	Clause sociale	Sans
	Clauses environnementales	Avec
	Durée / Délai	L'accord-cadre est conclu pour une période initiale de 1 an. Durée maximale du contrat, toutes périodes confondues : 48 mois.
	Reconduction	Reconduction tacite jusqu'à son terme. Nombre de périodes de reconduction 3.
	Prix	Prix forfaitaires et prix unitaires
	Variation des prix	Avec
	Avance	Avec

L'ESSENTIEL DES MARCHÉS SUBSÉQUENTS

	Forme des MS	A Bons de commande
	Fréquence d'attribution des MS	A la survenance du besoin
	Délai d'exécution des MS	Défini par marché subséquent
	Pénalités de retard	Prévues dans l'accord-cadre
	Résiliation des MS	Prévue dans l'accord-cadre

SOMMAIRE

Préambule : identification du groupement de commandes	5
1. Dispositions générales du contrat	7
1.1 - Objet du contrat	7
1.2 - Décomposition du contrat	7
1.3 - Type d'accord-cadre	8
1.4 - Conditions d'attribution des bons de commande	8
1.5 - Conditions d'attribution des marchés subséquents.....	9
1.6 - Réalisation de prestations similaires.....	10
1.7 - Dispositif de vigilance.....	10
2 - Pièces contractuelles	10
2.1 Pièces particulières pour chaque lot	10
2.2 Pièces générales (applicables après les pièces particulières).....	10
2.3 Exhaustivité de la liste des pièces contractuelles	11
3 - Intervenants	11
3.1 - Interlocuteur unique du titulaire et référents de l'Acheteur	11
3.2 - Liens juridiques	11
3.3 - Travailleurs étrangers.....	11
3.4 - Reprise du personnel	11
3.5 - Liste nominative du personnel.....	12
3.6 - Remplacement de personnel.....	12
4 Confidentialité et mesures de sécurité.....	13
5 - Protection des données à caractère personnel.....	13
5.1- Données à caractère personnel	13
5.2 Droit de propriété industrielle et intellectuelle	13
6 Durée et délais d'exécution	13
6.1 - Durée du contrat.....	13
6.2 - Délais d'exécution.....	13
6.3 - Reconduction.....	13
6.4 - Durée et délais d'exécution des marchés subséquents.....	14
7 - Prix	14
7.1 - Caractéristiques des prix pratiqués	14
7.2 Contenu des prix.....	14
7.2 - Modalités de variation des prix	14
7.3 - Clause de sauvegarde	15
8 - Garanties Financières.....	15
9 - Avance.....	15
10 - Modalités de règlement des comptes.....	15
10.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs	15
10.2 - Présentation des demandes de paiement	15
10.3 - Délai global de paiement	17
10.4 - Paiement des cotraitants	17
10.5 - Paiement des sous-traitants	17
11 - Conditions d'exécution des prestations	17
11.1 Notification par le biais du profil d'acheteur	17
11.2 Sécurité sur site.....	17
11.3 -Travaux en hauteur pour le nettoyage des vitres	18
11.4 - Tenue du personnel	19
11.5 -Travailleur isolé.....	19
11.6 -Réglementation, accès et circulation sur site.....	19
11.7 - Attention particulière	19
11.8 Processus de remplacement d'une personne nommément désignée.....	19
11.9 - Normes d'hygiène - Exigences en matière d'hygiène et de propreté.....	19
11.10 Qualité des intervenants et Formation du personnel	20
11.11 - Obligation de moyens et de résultat.....	20
11.12 - Garantie des prestations	21
11.13 - Protection de la main d'œuvre et respect des conditions de travail	21
12 - Développement durable.....	21
13 - Constatation de l'exécution des prestations	22
13.1 - Vérifications et Contrôles.....	22
13.2 - Décision après vérification	23
14 - Pénalités.....	23

14.1 - Pénalités de retard	24
14.2 - Pénalité pour travail dissimulé	24
14.3 - Autres pénalités spécifiques	24
14.4 Modalités d'application	25
14.6 Transmission des informations liées à la reprise du personnel (titulaire sortant)	25
15 - Assurances	25
16 - Modifications relatives au titulaire du présent accord-cadre	25
16.1- Changement de dénomination sociale du titulaire	25
16.2- Changement de contractants en cours d'exécution du présent accord-cadre	25
17 - Clauses complémentaires	26
17.1 - Circonstances imprévisibles	26
17.2 Clauses de réexamen	26
17.3 Modification de périmètre via des marchés subséquents	26
17.4 - Prévention des conflits d'intérêts	27
17.5 Prolongation exceptionnelle de l'accord-cadre pour continuité du service	27
18 - Résiliation du contrat	28
18.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre	28
18.2 – Motif d'intérêt général	28
18.3 – Motifs liés aux obligations contractuelles	28
18.4 - Redressement ou liquidation judiciaire	28
19 - Règlement des litiges et langues	28
20 - Dérogations	29

Préambule : identification du groupement de commandes

Le présent contrat s'effectue dans le cadre d'un groupement de commandes composé des membres désignés ci-dessous.

Le coordonnateur du groupement est la Chambre de Commerce et d'Industrie de l'Occitanie. Il a en charge la passation, la signature et la notification du marché ainsi que le suivi administratif et juridique du contrat. Chaque membre suit l'exécution de son contrat et émet ses propres bons de commande.

Une convention constitutive du groupement de commandes a été établie, et la Chambre de Commerce et d'Industrie Occitanie a été désignée coordonnateur du groupement.

Le représentant de l'Acheteur est M. Jean-François REZEAU, Président de la CCI Occitanie.

Définitions :

Coordonnateur : le membre du groupement désigné dans l'acte constitutif du groupement de commande pour procéder, dans le respect des règles du code de la commande publique, à l'organisation de l'ensemble des opérations de sélection d'un cocontractant et à la notification du marché/accord cadre et suivi : avenants, révisions tarifs, dénonciation, litiges.

Membre du groupement : l'Acheteur de chaque CCI adhérente au groupement de commandes. Chaque membre du groupement procède à l'exécution du marché/accord cadre par l'émission de bons de commande et procède au règlement des factures.

Candidat : désigne l'entreprise qui répond au présent dossier de consultation.

Titulaire : désigne l'entreprise qui conclut le marché ou accord cadre.

Désignation des membres du groupement :

MEMBRES DU GROUPEMENT	ADRESSE	Référent technique
Pouvoir Adjudicateur Coordonnateur du groupement de commande : CCI OCCITANIE	Siège 5, rue Dieudonné Costes 31700 BLAGNAC Site Pérols 99 impasse Adam Smith - Bâtiment B CS 8100 - 34477 PEROLS Cedex	Pour le site de Blagnac Pour le site de Pérols de la CCI Occitanie Jean-François ROMIEU – Coordonnateur Moyens Généraux 06 27 26 35 46 jf.romieu@occitanie.cci.fr
CCI DE L'AUDE	HC 3, Boulevard Camille Pelletan CS 30011 11890 CARCASSONNE	Pôle Technique Emmanuel PRAX Responsable Patrimoine CCI Aude P 06 18 65 59 43 T 04 68 42 75 94 e.prax@auode.cci.fr et Philippe FABRE Technicien des moyens généraux 06 24 61 50 88 p.fabre@auode.cci.fr Suivi opérationnel et administratif des sites Référente Principale. Christine GOMA P 06 15 10 66 69 c.goma@auode.cci.fr
	Espace Coste Reboulh Rue Coste Reboulh 11890 Carcassonne	
	Conseil Régional 5 rue Aimé Ramond 11000 CARCASSONNE	
	Site CCI de l'Aude de Lézignan 27 Avenue Gustave Eiffel 11200 Lézignan Corbières	
	Innoveum 74 Avenue Paul Sabatier ZI La Coupe 11100 Narbonne	
	Halle de Sport Avenue de Croix Sud ZI Croix Sud 11100 NARBONNE	
EURL DEFI SERVICES	HC 01 Avenue du Forum ZI Croix Sud 11100 NARBONNE	

CCI Toulouse HAUTE-GARONNE	Palais Consulaire 2 Rue Alsace Lorraine 31000 TOULOUSE	Cécile LABORDE Responsable Patrimoine, Evènementiel, Moyens Généraux et Sécurité 0608503268 c.laborde@toulouse.cci.fr
CCI DU GARD	Référent Principal :	Bruno MOLLICONE Coordinateur Sûreté-Sécurité ERP- Maintenance Technique du Patrimoine-Service Équipements - Moyens Généraux 06 23 84 06 80 equipements@gard.cci.fr
	Lycée Privé de la CCI 1 ter avenue du Général Leclerc à Nîmes.	Référente du Lycée : Mme Virginie THEROND Responsable Gestion – Moyens Généraux - Patrimoine v.therond@gard.cci.fr T. 04 66 879 730
	PARC EXPOSITION 230 avenue du Languedoc à Nîmes	Référent administrative du Parc des Expositions Mme Karine BOYER k.boyer@gard.cci.fr
CCI DE L'HERAULT	CCI Entreprise Zone aéroportuaire Montpellier Méditerranée Avenue Jacqueline Auriol CS 90066 34137 MAUGUIO Cedex	Philippe VIGROUX Responsable financier, en charge de l'intendance 06 01 28 49 11 p.vigroux@herault.cci.fr
	HÔTEL CONSULAIRE SAINT CÔME 32 Grand Rue Jean Moulin 34000 MONTPELLIER	
	GALERIE PAUL RIQUET - BEZIERS Passage Paul Riquet Lots n° 487 - 623 - 555 34500 BEZIERS	
	Etablissement de Béziers 308 rue de Chiclana 34500 BEZIERS	
	Accueil Lunel Etablissement de Lunel 113 Place des Martyrs de la Résistance 34400 LUNEL	
	Parc des Expositions de la CCI Hérault : 248 Rue de Chiclana – Entrée C 34500 Béziers	Fabienne BOUZIGUES -Service Administratif et Comptable T. 04 67 809 959 f.bouzigues@herault.cci.fr
CCI de la LOZERE	Campus Entreprises et Compétences, 14 rue Albert EINSTEIN 48000 MENDE	Eric BRUEL Directeur Administration et Finances Tel 04 66 49 00 33 Port 07 63 72 53 73 e.brue@lozere.cci.fr Violaine BOUCHER v.boucher@lozere.cci.fr
	Pôle JMH, 10 rue Albert EINSTEIN 48000 MENDE (hors PURPLE)	

CCI des PYRENEES ORIENTALES	Palais Consulaire –Quai-de-Lattre-de-Tassigny - BP 10941 66020 PERPIGNAN Cedex	Virginie MOREAU CCI Pyrénées Orientales - Service Patrimoine Palais Consulaire Tel 04 68 35 90 95 v.moreau@pyrenees-orientales.cci.fr
	Centre de Contrôle International CCI Saint Charles 453 Avenue de Milan 66000 PERPIGNAN	
	Bâtiment Accueil CCI Saint Charles 449 AVENUE DE BRUXELLE 66000 PERPIGNAN	Romain BERGER, Chargé de mission immobilier et logistique - CCI des Pyrénées-Orientales r.berger@occitanie.cci.fr patrimoine@pyrenees-orientales.cci.fr
	CCI ANTENNE DE CERET Adresse : BOULEVARD SIMON BATTLE BATIMENT D2 66400 CERET	Tel. 06 69 94 04 50
CCI TARN	Hôtel Consulaire site de Castres 40 allée Alphonse Juin 81100 CASTRES	Christophe MARTIN Centre de congrès Direction financière et patrimoine 06 30.47.04.47 c.martin@tarn.cci.fr
	CAMPUS ALTERNANCE 57 rue Firmin Oules 81100 CASTRES	

Cet accord-cadre fixe toutes les conditions d'exécution des prestations, il est exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande et de marchés subséquents émanant de chaque membre du groupement du moment qu'il est propriétaire des bâtiments (actuels ou à venir).

1. Dispositions générales du contrat

1.1 - Objet du contrat

La présente consultation concerne les prestations de nettoyage des locaux et / ou de la vitrerie pour le groupement des CCI d'Occitanie soit les sites des CCI Aude, Gard, Hérault, Lozère, Pyrénées Orientales, Tarn, EURL Defi Services et la CCI Occitanie.

La chambre de Commerce et d'Industrie d'Occitanie, représentée par son Président Monsieur Jean-François REZEAU, est coordonnatrice de ce groupement.

L'accord cadre couvre l'exécution des prestations suivantes :

- Nettoyage habituel des locaux (quotidien, hebdomadaire, mensuel) à prix forfaitaires ;
- Nettoyage occasionnel (remises en état ponctuelles, vitrerie...) à prix unitaires ;
- Nettoyage exceptionnel (sinistre, épidémie, intégration de nouveaux locaux) à marchés subséquents ;
- Nettoyage de nouvelles surfaces (extension périmètre, intégration nouveaux locaux) à marchés subséquents ;

Cette liste n'est pas exhaustive

Lieux d'exécution : le marché concerne les CCI 11,30, 34, 48, 66 et 81, Defi services ainsi que les sites de Blagnac (31) et Pérols (34) de la CCI Occitanie.

1.2 - Décomposition du contrat

Les prestations sont réparties en 11 lots :

Lot	Désignation
1	Nettoyage des locaux et de la vitrerie des sites de la CCI de l'Aude

2	Nettoyage des locaux du Palais Consulaire de la CCI Toulouse Haute-Garonne
3	Nettoyage des locaux et de la vitrerie du Lycée de la CCI Gard.
4	Nettoyage spécifique au Parc des Expositions de la CCI Gard.
5	Nettoyage des locaux et de la vitrerie des sites de la CCI Hérault
6	Nettoyage spécifique au Parc des Exposition de la CCI Hérault
7	Nettoyage des locaux du site de Blagnac de la CCI Occitanie
8	Nettoyage des locaux du site de Pérols de la CCI Occitanie
9	Nettoyage des locaux et de la vitrerie de la CCI Lozère
10	Nettoyage des locaux et de la vitrerie des sites de la CCI Pyrénées Orientales
11	Nettoyage des locaux et de la vitrerie des sites de la CCI de Tarn

Chaque lot fait l'objet d'un accord-cadre attribué à un seul opérateur économique.

1.3 - Type d'accord-cadre

L'accord-cadre avec maximum est passé en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6 à 2162-14 du Code de la commande publique. Il donnera lieu à l'émission de bons de commande et à la conclusion de marchés subséquents.

1.4 - Conditions d'attribution des bons de commande

Chaque membre du groupement notifie ses bons de commande au titulaire, par tout moyen permettant d'en accuser date de réception certaine.

En cas de commandes transmises par messagerie, le titulaire doit systématiquement envoyer un accusé de réception de la commande, par retour de mail.

Le courriel utilisé pour notifier le bon de commande sera envoyé aux interlocuteurs désignés par le titulaire ou sur la boîte mail générique indiquée par le titulaire dans l'acte d'engagement. Le titulaire s'engage à préciser s'il existe une adresse mail spécifique pour la transmission des commandes.

Le point de départ du délai d'exécution des prestations correspond à la date mentionnée dans le bon de commande.

Les mentions devant figurer sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- la nature et la description des prestations à réaliser ;
- le nom ou la raison sociale du titulaire.
- la date et le numéro du marché : 26OCC01G
- la date et le numéro du bon de commande ;
- le site concerné la facture ;
- le montant du bon de commande ;
- les lieux de livraison des prestations ;
- les délais de livraison (date de début et de fin) ;
- les délais laissés le cas échéant aux titulaires pour formuler leurs observations.

Seuls les bons de commande signés par le représentant du pouvoir adjudicateur peuvent être honorés par le ou les titulaires.

La durée maximale d'exécution d'un bon de commande est de 1 an.

Lorsque le titulaire est mis dans l'impossibilité de respecter le délai contractuel, il doit formuler une demande de report de délai exposant clairement les circonstances du retard prévu, la date de survenance du fait générateur et le délai supplémentaire demandé conformément aux conditions prévues au C.C.A.G de référence.

En cas de résiliation, le titulaire du marché est tenu de respecter son engagement contractuel jusqu'à l'admission des prestations commandées.

1.5 - Conditions d'attribution des marchés subséquents

Pendant la durée de validité de l'accord-cadre, les marchés subséquents sont attribués après que le titulaire ait été invité à compléter son offre initiale par écrit dans un délai précisé lors de cette demande. Cette invitation intervient lors de la survenance du besoin.

Dans le cadre du présent accord-cadre, des marchés subséquents pourront être conclus conformément aux articles R2162-7 à R2162-12 du Code de la commande publique.

1.5.1 Objet des marchés subséquents

Les marchés subséquents auront pour objet la réalisation de prestations spécifiques de nettoyage qui ne sont pas répertoriés dans le Bordereau de Prix, dont notamment :

- 1) Nettoyages exceptionnels
 - Après sinistre
 - Désinfection en cas d'épidémie
 - Entretien de mobiliers urbains ou d'espaces extérieurs
- 2) Nettoyage de nouveaux bâtiments ou sites intégrés en cours de marché
 - Extension de périmètre
 - Intégration de nouveaux locaux pour donner suite à une réorganisation

1.5.2. Modalités de passation des marchés subséquents

Le titulaire de l'accord-cadre sera sollicité pour chaque marché subséquent, conformément aux conditions de l'article R.2162-7 permettant leur attribution directe.

L'attribution portera notamment sur :

- Le prix proposé pour les prestations demandées
- Les délais d'intervention
- Les moyens humains et matériels mobilisés

L'acheteur se réserve le droit de vérifier le ratio des prestations proposées, défini comme le coût horaire effectif des prestations, calculé en divisant le montant total du marché subséquent (prestations œuvrantes et non-œuvrantes) par le temps total des moyens humains mobilisés pour leur exécution, exprimé en heures.

Si ce ratio apparaît disproportionné, l'acheteur pourra demander au titulaire des ajustements ou des clarifications sur l'organisation et la répartition des moyens affectés aux prestations.

En cas de non-conformité persistante après les ajustements demandés, et dans le respect des règles de mise en concurrence et des procédures prévues par le présent accord-cadre, l'acheteur pourra solliciter deux devis supplémentaires auprès d'autres entreprises.

Si le prix proposé par le titulaire dans le marché subséquent dépasse de plus de 20 % la moyenne des deux devis reçus, l'acheteur pourra confier l'exécution des prestations au devis le plus avantageux économiquement.

1.5.3. Conditions d'exécution des marchés subséquents

Les marchés subséquents préciseront :

- Le périmètre exact des prestations
- Les sites concernés
- Les exigences techniques et d'hygiène spécifiques
- Les délais d'exécution

1.6 - Réalisation de prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur pourra confier au titulaire de l'accord-cadre, en application des articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux accords-cadres ayant pour objet la réalisation de prestations similaires. Ces prestations similaires seront réalisées dans le cadre de la procédure négociée sans publicité ni mise en concurrence préalables pour la passation de marché de prestations similaires exécutées par le fournisseur initial.

La durée pendant laquelle un nouvel accord-cadre pourra être conclu ne peut dépasser 3 ans à compter de la notification du présent accord-cadre.

1.7 - Dispositif de vigilance

Le titulaire s'engage à fournir tous les 6 mois à compter de la date de notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur prévues à l'article D.8222-5, D.8222-7 et D.8254 du code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne de mise à disposition, gratuitement, à l'adresse suivante : <https://declarants.e-attestations.com>

2 - Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, les pièces contractuelles de l'accord-cadre sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

2.1 Pièces particulières pour chaque lot

- L'acte d'engagement (AE) ;
- Le Bordereau des Prix ;
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) et ses annexes ;
- Le cadre de réponse technique du titulaire (complété par lot) ;
- Les marchés subséquents (MS) et leurs annexes ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché ;
- Tout document nécessaire à la gestion de la prestation (PV de démarrage, plans de prévention et habilitations des personnels et des matériels, réunion de mise au point...etc.) ;
- Les bons de commandes émis par les membres du groupement.

2.2 Pièces générales (applicables après les pièces particulières)

- Le code de la commande publique ;
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG-FCS) applicables aux marchés de fournitures courantes et de services approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- D'une manière générale, l'ensemble des lois, décrets, arrêtés, règlements, circulaires, normes et tous les textes nationaux ou locaux applicables dans le cadre de l'exécution du présent marché pour autant qu'ils soient d'ordre public ou qu'ils suppléent au silence des pièces contractuelles.

Nota : les pièces générales ne sont pas jointes au présent marché, elles sont réputées connues des parties en présence. Le titulaire ne peut se prévaloir dans l'exercice de sa mission d'une quelconque ignorance de ces textes réglementaires pour l'exécution du présent marché.

2.3 Exhaustivité de la liste des pièces contractuelles

Le présent marché constitué des documents contractuels définis ci-dessus au 2.1 et 2.2 exprime l'intégralité des obligations contractuelles des parties.

Les dispositions du présent marché prévalent sur celles qui figureraient sur les documents de réponse, lettres ou autres documents échangés entre l'acheteur et le titulaire préalablement à la signature du présent marché.

Aucune condition générale ou spécifique figurant dans les documents envoyés par le titulaire ne pourra s'intégrer au présent marché. Il en est ainsi sans que cette liste soit exhaustive des conditions figurant sur les factures et des conditions énoncées dans les documents commerciaux qui seront réputées non écrites.

Seules les pièces citées ci-dessus ont une valeur contractuelle. Toute disposition insérée par le soumissionnaire lors du dépôt de son offre ou rajoutée par le titulaire dans l'établissement de ses devis, demandes de paiement ou toute autre pièce qui serait contraire aux pièces contractuelles est réputée non écrite.

3 - Intervenants

Le personnel du Titulaire ne sollicite pas le représentant de site ou toutes personnes présentes sur le site pour des problématiques relevant du Titulaire.

3.1 - Interlocuteur unique du titulaire et référents de l'Acheteur

Le titulaire désigne un interlocuteur unique pour le suivi de l'exécution des prestations. Cet interlocuteur sera le point d'entrée du responsable de site pour toutes problématiques ou manquements concernant la prestation. Il s'engage à répondre, par écrit, à toutes demandes dans un délai maximal de 48h ouvrées. Le non-respect de ce délai pourra faire l'objet des pénalités prévues à l'article 14 du présent CCAP.

En cas de changement, le titulaire informe l'Acheteur à l'avance des coordonnées et des fonctions du nouvel interlocuteur.

L'Acheteur désigne un ou plusieurs référents techniques chargés de faire le lien avec l'interlocuteur unique.

3.2 - Liens juridiques

Le personnel affecté à l'exécution des prestations objet du présent marché demeure sous la responsabilité exclusive du titulaire ou de ses éventuels sous-traitants pendant toute la durée d'exécution du marché.

3.3 - Travailleurs étrangers

Les travailleurs étrangers doivent être munis du titre les autorisant à exercer une activité salariée en France lorsque la possession de ce titre est exigée.

3.4 - Reprise du personnel

Conformément à l'accord du 29 mars 1990 intégré à l'annexe 7 de la convention collective nationale des entreprises de propreté et services associés du 26 juillet 2011 fixant les conditions d'une garantie d'emploi et de la continuité du contrat de travail du personnel en cas de changement de prestataire.

Le Titulaire est tenu de reprendre le personnel affecté à l'exécution du marché précédent.

Le Titulaire s'engage à garantir l'emploi de 100% du personnel affecté au marché faisant l'objet de la reprise qui remplit les conditions énoncées à l'annexe 7. de la convention collective précitée et ce pour chaque lot.

3.5 - Liste nominative du personnel

Le titulaire doit justifier en permanence d'un personnel suffisant pour assurer la bonne exécution des prestations, conformément aux dispositions des CCTP des différents lots.

Afin d'assurer la sécurité des personnes et des locaux le titulaire doit **fournir et afficher**, dans un délai de **8 jour calendaire** suivant la date de démarrage du marché, la liste nominative du personnel intervenant dans les locaux et les plages horaires auxquelles ils interviennent.

Cette liste est impérativement **tenue à jour** et transmise au représentant de site en cas de « mouvement » de personnel.

La non-transmission ou mise à jour de cette liste encourt l'application d'une pénalité prévue à l'article 14 du présent CCAP.

3.6 - Remplacement de personnel

3.6.1 Réorganisation de prestation

Chaque membre du groupement aura la faculté, à tout moment pendant l'exécution du marché, de demander la réorganisation des sites le concernant.

Le titulaire s'engage, dans un délai maximum de 8 jours calendaires à compter de la date d'accusé de réception de la demande, à proposer une solution de réorganisation, dans le respect des contraintes contractuelles des personnels intervenant sur sites. Cette réorganisation pourra être prévue dès la mise en place de la présente prestation lors de la réunion de démarrage.

Cette réorganisation ne devra pas entraîner de modification substantielle de l'économie du marché. Le cas échéant, ses impacts feront l'objet d'un traitement conforme aux stipulations contractuelles applicables.

3.6.2 Remplacement d'un agent pour faute

Le remplacement immédiat des personnels pourra également être demandé sur motif valable (mauvais comportement de l'agent, introduction de personnes étrangères à l'entreprise du titulaire, état d'ivresse, faute lourde avérée, acte de malveillance, etc.).

3.6.3 Autres remplacements

Les congés du personnel titulaire des sites devront être organisés par roulement de manière à toujours assurer une continuité dans les prestations.

3.6.4 Conditions remplacement

En cas de remplacement, quelle qu'en soit la cause, le titulaire s'engage, dans un délai maximum de 8 jours calendaires à proposer à la CCI concernée un remplaçant ayant les compétences nécessaires à la tenue du « poste ». Le Titulaire fournit, à la demande, tous les justificatifs relatifs à la compétence des intervenants.

Sans remarque ou refus du représentant de site, sous 72 heures, la proposition d'un remplaçant vaut acceptation. En cas de refus porté à la connaissance du Titulaire dans ce même délai, le Titulaire est tenu de proposer un nouveau remplaçant dans les conditions prévues au présent article.

Le Titulaire prend toute mesure pour que ces éventuels remplacements et affectations d'un nouvel intervenant à l'exécution des prestations ne perturbent en rien le calendrier et la qualité des prestations fournies.

Les coûts et les éventuels litiges induits sont intégralement supportés par le Titulaire.

Tout changement ou remplacement, même temporaire, du personnel devra impérativement être porté à la connaissance de la CCI responsable des sites concernés, dans un délai de 24 heures avant la prise

de fonction de cet agent. La non-information des remplacements est passible d'une pénalité prévue à l'article 14 du présent CCAP.

4 Confidentialité et mesures de sécurité

Le présent accord-cadre comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-FCS. Le personnel mis à disposition par le titulaire est soumis à l'obligation de discrétion professionnelle et au secret professionnel. Il ne divulguera aucune information qu'il pourrait être amené à connaître lors de son travail, les codes d'alarmes ou de protections diverses, les clés qui lui auront été remis. Il signalera également, sans intervenir, tout mouvement suspect qu'il pourrait remarquer.

Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG-FCS.

5 - Protection des données à caractère personnel

5.1- Données à caractère personnel

Les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement des données à caractère personnel et, en particulier, la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée et le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel (RGPD).

Pour l'application de ces dispositions, il est rappelé que, dans le cadre de leurs relations contractuelles, le pouvoir adjudicateur a la qualité de "responsable du traitement", et le titulaire celle de "sous-traitant" du responsable du traitement.

Le titulaire pourra donc, en cas de manquement à ses obligations en matière de protection des données, voir sa responsabilité engagée dans les conditions et limites propres à cette qualité.

5.2 Droit de propriété industrielle et intellectuelle

Aucun droit de propriété intellectuelle n'est applicable à ce contrat

6 Durée et délais d'exécution

6.1 - Durée du contrat

L'accord-cadre est conclu pour une période initiale de 1 an à compter de la date de début des prestations indiquée dans le premier bon de commande émis dans le cadre du marché par chaque pouvoir adjudicateur.

La date prévisionnelle de démarrage des prestations est juin 2026.

6.2 - Délais d'exécution

Les délais d'exécution sont fixés dans chaque bon de commande.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-FCS.

6.3 - Reconduction

L'accord-cadre est reconduit tacitement jusqu'à son terme. Le nombre de périodes de reconduction est fixé à 3. La durée de chaque période de reconduction est de 12 mois. La durée maximale du contrat, toutes périodes confondues, est de 48 mois.

La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par le pouvoir adjudicateur au moins 2 mois avant la fin de la durée de validité de l'accord-cadre. Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction.

En cas de non-reconduction, l'acheteur en informera par lettre RAR le titulaire dans les 2 mois précédant la fin du marché. la non-reconduction ne donnera lieu à aucun versement d'indemnités.

6.4 - Durée et délais d'exécution des marchés subséquents

Chaque marché subséquent détermine son propre délai ou sa durée d'exécution.

La conclusion des marchés subséquents sera impérativement réalisée pendant la validité de l'accord-cadre conformément à l'article R.2162-5 du Code de la commande publique.

Une fois le marché subséquent conclu dans les délais de l'accord-cadre, son exécution peut se poursuivre au-delà de la date de fin de l'accord-cadre, tant que cela reste raisonnable et est justifié par la nature des prestations. Cette prolongation ne peut pas être utilisée pour prolonger artificiellement les effets de l'accord-cadre.

7 – Prix

7.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées selon les stipulations de l'acte d'engagement et du Bordereau de Prix.

Le présent marché est conclu à prix mixtes en fonction du type de prestation :

- Nettoyage habituel des locaux (quotidien, hebdomadaire, mensuel) à prix forfaitaires ;
- Nettoyage occasionnel (remises en état ponctuelles, vitrerie...) à prix unitaires ;
- Nettoyage exceptionnel (sinistre, épidémie, intégration de nouveaux locaux) à marchés subséquents pouvant être à prix forfaitaire et/ou unitaires ;
- Nettoyage de nouvelles surfaces (extension périmètre, intégration nouveaux locaux) à marchés subséquents pouvant être à prix forfaitaire et/ou unitaires.

7.2 Contenu des prix

Les prix du présent accord-cadre sont réputés inclure toutes les taxes, charges et assurances, et, d'une manière générale, tous les frais et dépenses nécessaires à l'exécution des prestations dont notamment :

- la main d'œuvre et les frais de déplacement ;
- la mise à disposition du matériel et des engins et l'ensemble des coûts liés à la réalisation des prestations ;
- tout frais lié à l'élimination des déchets dans le respect des normes en vigueur ;
- les frais d'assurance ;
- tout frais lié à l'application de la réglementation en termes d'hygiène, de sécurité et de protection des travailleurs ;
- les frais liés aux mesures devant éventuellement être prises par le titulaire pour respecter les obligations des règles de sécurité ou de confidentialité sur certains sites ;
- tous les frais liés à l'exécution de la prestation et supportés par le titulaire qu'elle qu'en soit la nature et l'objet, telles que les charges fiscales, parafiscales et tout autre chargement.

7.2 - Modalités de variation des prix

La révision s'applique tant sur les prix de l'accord-cadre que sur les prix de chaque marché subséquent dont la durée d'exécution dépasse un an.

Dans ces deux cas, les prix sont révisés à **chaque date anniversaire** par application aux prix de l'accord-cadre d'un coefficient Cn donné par la formule suivante :

$$Pr = 15\% PO + 85\% PO * (It / IO)$$

selon les dispositions suivantes :

Dans cette formule :

- Pr = Prix révisé
- PO = Prix initial du marché
- It = Valeur de référence de l'Index Propreté du trimestre de révision de prix
- IO = Valeur de référence de l'Index Propreté du trimestre

- Pour les prix de l'accord-cadre : de la date de remise de l'offre indiquée en page de garde du règlement de consultation
- Pour les prix du marché subséquent : de la date de remise du marché subséquent

Précisions sur l'Index Propreté de référence : Après évaluation positive par les institutions de référence (DGCCRF & Insee), la FEP et les acteurs du Monde de la Propreté ont créé en octobre 2023 l'Index Propreté mesurant l'évolution des coûts des entreprises de Propreté réunies sous le code NAF principal 8121Z.

Cet index composé de sept indices officiels pondérés est publié trimestriellement sur le site en accès libre www.index-proprete.fr.

La révision n'est pas appliquée rétroactivement ; elle prend effet à la date anniversaire et pour les prestations exécutées postérieurement à cette date.

En cas d'indisponibilité temporaire de l'Index Propreté, l'acheteur et le titulaire conviennent d'un **indice provisoire équivalent** selon la méthode de concordance décrite, jusqu'au rétablissement.

En cas de disparition de l'indice retenu pour la révision, la méthode proposée par l'INSEE, afin d'assurer la concordance des indices, est utilisée sans qu'il soit nécessaire de procéder par un avenant.

Lorsqu'aucune concordance n'est prévue, l'indice retenu pour la révision est remplacé par un indice équivalent choisi et arrêté de commun accord entre le titulaire et l'acheteur.

L'acheteur notifie sa décision au titulaire, par tout moyen permettant de donner date certaine, l'indice ainsi retenu et ses conditions de mise en œuvre, sans qu'il soit nécessaire d'établir un avenant et sans préjudice des dispositions relatives à la formule et à ses conditions de mise en œuvre prévus par le présent document.

7.3 – Clause de sauvegarde

L'acheteur se réserve le droit de résilier sans indemnité la partie non exécutée de l'accord-cadre ou du marché subséquent, à la date anniversaire de l'accord-cadre ou du marché subséquent, lorsque la révision de prix par application de la formule précitée implique une hausse de plus de 5%.

8 - Garanties Financières

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

9 - Avance

Aucune avance ne sera versée sauf conditions prévues à l'article R2193-3 du Code de la commande publique.

Aucune garantie financière ne sera demandée au titulaire pour le versement de l'avance.

10 - Modalités de règlement des comptes

10.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-FCS.

10.2 - Présentation des demandes de paiement

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro exclusivement (à l'exception de la facturation de Defi Services). Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation.

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- la date de facturation ;
- le cas échéant, le numéro de SIRET ;
- le numéro de l'accord-cadre et éventuellement du marché subséquent ;
- l'indication du site concerné par la prestation ;
- Le numéro de bon de commande doit impérativement figurer sur la facture. À défaut, l'acheteur peut suspendre le délai de paiement jusqu'à réception de la facture conforme.;
- la date d'exécution des prestations ;
- le montant des prestations admises, établi conformément par application des prix forfaitaires et/ou unitaires du Bordereau des prix, hors TVA et, le cas échéant, diminué des réfections ;
- les montants et taux de TVA légalement applicables ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- le montant total TTC des prestations livrées ou exécutées (incluant, le cas échéant le montant de la TVA des travaux exécutés par le ou les sous-traitants)
- le numéro du compte bancaire ou postal ;
- le nom ou la raison sociale du créancier ;
- Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.

La validité de la facture sera soumise aux éléments de contrôle demandés par chaque responsable de site. La liste de ces éléments sera inscrite au PV de démarrage de la prestation.

Les demandes de paiement devront parvenir à l'adresse figurant sur le bon de commande correspondant, les coordonnées des services comptable référent du lot.

Informations à utiliser pour la facturation électronique selon les lots :

Établissement à facturer	Identifiant de la structure publique pour facturation Chorus : (SIRET)	Identifiant de la structure (SIRET) pour facturation envoi Mail – Courrier – Plateforme dpd
Lot 1 CCI Aude	130 022 684 00018	
Lot 1 Eurl Défi Services		408 980 241 00108
Lot 2 CCI Toulouse Haute-Garonne	130 022 478 00031	
Lot 3 Lycée de la CCI Gard	130 022 825 00017	
Lot 4 Parc Expos de la CCI Gard		
Lot 5 CCI Hérault	130 022 635 00010	
Lot 6 Parc Expos de la CCI Hérault	130 022 635 00093	
Lo 7 CCI Occitanie site de Blagnac	130 022 478 00015	
Lo 8 CCI Occitanie site de Pérols	130 022 478 00015	
Lot 9 CCI Lozère	130 022 478 00429	
Lot 10 CCI Pyrénées Orientales	186 600 029 00018	
Lot 11 CCI Tarn	130 012 784 00018	

10.3 - Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de dépôt des factures conformes et après vérification du service fait sous réserve des conditions suivantes :

- les prestations sont conformes en tous points aux engagements,
- tous les éléments spécifiés à l'article 9.1 du présent CCP.
- aucune erreur ou anomalie relevée lors de la vérification de la demande de paiement

Si la demande de paiement n'est pas conforme au contrat, la CCI pourra suspendre le délai de paiement jusqu'à réception d'une demande conforme.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

10.4 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

10.5 - Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

11 - Conditions d'exécution des prestations

Les prestations devront être conformes aux stipulations des CCTP par lot (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat) et/ou aux demandes spécifiques des marchés subséquents.

L'accord-cadre, et les marchés subséquents éventuels, s'exécutent au moyen de bons de commande dont le délai d'exécution commence à courir à compter de la date de notification du bon.

11.1 Notification par le biais du profil d'acheteur

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur, conformément aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG-FCS.

11.2 Sécurité sur site

L'entreprise titulaire s'engage à observer et à faire observer par ses agents les règles d'hygiène, de sécurité et de sûreté inhérentes à la réglementation en vigueur. Elle devra prendre toutes les mesures qui s'imposent afin que son personnel puisse intervenir en toute sécurité. À ce titre un plan de prévention des risques sera établi par lot.

Le titulaire instruit son personnel sur les règles de sécurité du travail tant générales que particulières. En cas de manquement aux présentes dispositions, une pénalité pourra être appliquée tel qu'indiqué à l'article 14 du présent CCAP.

Le titulaire veille à faire observer par son personnel les règles de sécurité du travail, notamment en ce qui concerne :

- Le respect des plages horaires d'interventions approuvées par le référent de site
- Le travail en hauteur pour lequel il remet au responsable de site les habilitations dûment complétées à chaque intervention.

- L'encombrement des passages ;
- Les zones interdites ;

L'utilisation des prises de courant destinées au raccordement des machines de nettoyage (Le branchement simultané de plusieurs appareils électriques sur la même prise par l'intermédiaire de fiches multiples est interdit.). L'emploi de tout objet humide à proximité des conducteurs ou des prises de courant.

Dans certains cas particuliers (ex : nettoyage des vitres extérieures avec échafaudage ou personne en rappel), le titulaire devra, à ses frais et, après approbation de l'administration, poser les écriteaux et prendre toutes les dispositions pour assurer la signalisation et prévenir les divers visiteurs et le personnel de la présence de zones interdites.

En cas de carence du titulaire ou en cas de danger, les pouvoirs adjudicateurs des membres du groupement se réservent le droit de prendre toute mesure utile aux frais du titulaire, et sans mise en demeure préalable, sans que cette action puisse dégager la responsabilité du titulaire en cas d'accident.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

11.3 -Travaux en hauteur pour le nettoyage des vitres

Le titulaire est tenu de respecter le mode opératoire indiqué dans son cadre de réponse technique pour le nettoyage de la vitrerie extérieure en grande hauteur difficilement accessible, notamment les moyens qui sont prévus en termes de matériel et de sécurité, et qui seront conformes avec la réglementation en vigueur.

Lorsqu'il intervient en hauteur, le titulaire dispose de l'habilitation de travail en hauteur et du certificat de qualification professionnelle de laveur de vitres spécialisé dans les travaux en hauteur.

Dans certains cas particuliers (ex : nettoyage des vitres extérieures avec échafaudage ou personne en rappel), le titulaire devra prévoir toute la signalétique et prendre toutes les dispositions nécessaires afin d'assurer la sécurité de ses personnels, des usagers et occupants des locaux.

Les documents justificatifs (habilitations en cours de validité, certificats de qualification "laveur de vitres en hauteur") sont :

- fournis par le titulaire en annexe du cadre de réponse technique,
- fournis avant toute intervention et détenus lors de l'intervention
- tenus disponibles en cas d'audit.

En cas d'intervention ponctuelle sur site « non habituel », la communication des habilitations peut intervenir au plus tard la veille de l'intervention, par envoi électronique.

Le référent sécurité de site pourra réaliser des audits inopinés de vérification de conformité des habilitations.

Toutes les mesures de sécurité et plus particulièrement les contrôles ci-dessus listés seront intégrés dans le plan de prévention annuel et les PV de démarrage.

Toutes les spécificités d'intervention devront apparaître sur un plan spécifique d'intervention adjoint au Plan de prévention et de sécurité du site. Tous les éléments de signalisation et de sécurité affaillant à ces interventions et **tous les moyens** nécessaires à la réalisation des prestations **seront à la charge du titulaire, et seront inclus dans le prix forfaitaire du marché.**

Tout manquement constaté sera pénalisé conformément à l'article 14.

En cas de carence du titulaire ou en cas de danger, les pouvoirs adjudicateurs des membres du groupement se réservent le droit de prendre toute mesure utile aux frais du titulaire, et ce, sans mise en demeure préalable, sans que cette action puisse dégager la responsabilité du titulaire en cas d'accident.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

11.4 – Tenue du personnel

Le titulaire dotera ses personnels de vêtement de travail permettant de les identifier rapidement et éventuellement des EPI nécessaires à la réalisation de leur prestation.

De même, les agents et les personnels d'encadrement seront munis de badge spécifiant leur fonction et permettant leur identification.

Le nettoyage, l'entretien et la vérification de ces vêtements et/ou EPI est à la charge du titulaire.

Tout manquement aux présentes règles pourra faire l'objet de l'application d'une pénalité telle que prévue à l'article 14.

11.5 –Travailleur isolé

Le titulaire fera expressément son affaire du respect de la réglementation sur les conditions applicables aux travailleurs isolés et veiller à ce que toutes les mesures nécessaires soient appliquées.

Le titulaire veillera à informer le référent de site de l'intervention d'un travailleur isolé sur son ou ses sites et lui précisera les méthodes spécifiques mises en place dans le respect de la réglementation.

Tout manquement aux présentes règles pourra faire l'objet de l'application d'une pénalité telle que prévue à l'article 14.

11.6 –Réglementation, accès et circulation sur site

Le titulaire respectera les obligations de sécurité et de santé prévues par la législation et les différents CCTP présentant le déroulement des prestations. Le titulaire devra se conformer aux conditions décrites par le référent du site concerné ou par le plan de prévention correspondant.

Le titulaire veille à ce que les prestations qu'ils effectuent respectent les principes législatifs et réglementaires en vigueur en matière d'environnement et de préservation du voisinage il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution du marché, pendant la période de garantie des prestations sur simple demande du référent local.

11.7 – Attention particulière

Le titulaire respectera l'obligation de sécurité demandée (sauf en cas de coactivité) soit : pas de sols mouillés à l'ouverture des bâtiments aux utilisateurs.

Tout manquement aux présentes règles pourra faire l'objet de l'application d'une pénalité telle que prévue à l'article 14.

11.8 Processus de remplacement d'une personne nommément désignée

Lorsque le titulaire s'engage sur l'intervention d'une personne physique, nommément désignée, et que cette personne n'est plus en mesure d'intervenir, son remplacement est effectué dans les conditions de l'article 3.4.3 du CCAG-FCS.

L'acheteur est informé sans délai de cet empêchement, et le titulaire propose un remplaçant dans un délai de 30 jours à compter de la date d'envoi de cette information.

11.9 - Normes d'hygiène - Exigences en matière d'hygiène et de propreté

Le titulaire doit respecter des normes strictes, en conformité de leur secteur d'activité soit dans le cadre du présent accord-cadre les normes générales suivantes :

- Code du travail (articles R4228-1 à R4228-10) : propreté constante des locaux, sanitaires entretenus, ventilation efficace².
- ERP (établissements recevant du public) : respect des normes AFNOR, notamment NF EN 16798-1 sur la qualité de l'air intérieur³.

11.10 Qualité des intervenants et Formation du personnel

Dans le cadre de l'exécution de ces prestations le titulaire et son personnel sont tenus, outre l'obligation de résultat, à une obligation de confidentialité et de discrétion.

La titulaire s'engage à employer une main d'œuvre qualifiée parfaitement adaptée à la nature des prestations réalisées. Le titulaire met en œuvre toutes actions de formation nécessaires au perfectionnement de ce personnel pour l'exercice de sa profession.

Le Titulaire s'engage à mettre en place une formation pour l'ensemble du personnel affecté sur le site dès le démarrage du marché et ce même dans le cadre d'une continuité contractuelle.

Cette formation, initiale pour tous les nouveaux employés et ceux repris sur le site, doit inclure les éléments clés pour garantir une prestation de qualité et une intégration efficace soit :

- une compréhension des spécificités de chaque site en parfaite conformité avec le CCTP et ses annexes par site (les fréquences de nettoyage, les pages horaires d'intervention, les protocoles de sécurité particuliers, les moyens de communication et d'information),
- des mises à jour sur les nouvelles techniques de nettoyage,
- les préconisations d'utilisation de nouveaux produits ou équipements,
- le rappel des bonnes pratiques environnementales.
- le respect des règles de tri (déchets recyclables et non-recyclables pour le bon usage des bac correspondants)
- la fourniture des supports techniques et opérationnels pour résoudre les problèmes et améliorer l'efficacité des prestations.

Des sessions de formation continue pour maintenir et améliorer les compétences du personnel doivent être effectuées et tout spécialement à l'arrivée d'un nouvel agent (ou lors des remplacements)

Nul personnel ne pourra se prévaloir d'une méconnaissance des méthodes et des obligations contractuelles de la prestation.

La maîtrise de la langue Française ne doit pas faire obstacle à la compréhension des demandes et obligations qui reste sous l'entière responsabilité du titulaire.

11.11 – Obligation de moyens et de résultat

Le titulaire est réputé connaître et maîtriser les techniques nécessaires à l'exécution des prestations objet du présent marché. Il s'engage à prendre les moyens nécessaires pour assurer la sécurité des biens et des personnes. Il est astreint, pour l'ensemble des prestations à une obligation de résultat et il s'engage à déployer les moyens nécessaires pour aboutir à ces résultats sur lesquels il est engagé et dont les modalités sont écrites au présent CCAP et aux CCTP de chacun des lots.

Le titulaire s'engage dans la réalisation de ses prestations à mener les actions concourant au respect :

- des normes d'hygiène en vigueur, notamment celles applicables aux établissements recevant du public (ERP), aux locaux professionnels et aux secteurs sensibles (santé, agroalimentaire, etc.).
- de formation de son personnel aux protocoles de nettoyage spécifiques au site, incluant les gestes professionnels, la sécurité, et la gestion des déchets.
- du plan de nettoyage détaillé mis en œuvre, précisant les horaires d'intervention, la fréquence, les zones, les méthodes et les équipements utilisés.
- de la traçabilité des interventions. La traçabilité peut être assurée par tout dispositif équivalent (registre ou solution numérique) validé par le référent de site ; aucun outil propriétaire précis n'est imposé. Le niveau de détail du reporting est proportionné à la taille du site et fera l'objet d'une mise au point au PV de démarrage.
- de la qualité et la complétude des prestations précisées par les documents du marché,
- des délais convenus tels que prévus dans les documents du marché
- des plages horaires d'intervention selon les demandes et ce pour chaque site
- les volumes horaires et le nombre de personne prévu lors de son offre
- les spécificités demandées par sites
- à l'utilisation de produits d'entretien conformes aux normes environnementales et adaptés aux surfaces traitées.

Le titulaire a, pour l'ensemble des prestations, un devoir de service et de conseil et/ou d'alerte, pour prévenir des problèmes d'exécution de ses missions et de maintien en état de propreté des bâtiments.

11.12 - Garantie des prestations

Le titulaire garantit la conformité des prestations de nettoyage aux prescriptions du marché, notamment en matière de qualité, d'hygiène, de sécurité et de respect de l'environnement.

En cas de non-conformité constatée par le pouvoir adjudicateur, celui-ci pourra exiger, sans préjudice des pénalités applicables :

- la **reprise immédiate et sans frais** des prestations non conformes ;
- la mise en œuvre de mesures correctives dans un délai de 48 heures à compter de la notification
- le remplacement du personnel, si nécessaire
- le remplacement du matériel défaillant,

La garantie couvre également les dommages causés aux biens ou aux personnes du fait d'un manquement du titulaire à ses obligations contractuelles.

Cette garantie s'applique pendant toute la durée du marché et, le cas échéant, pendant une période de 3 mois suivant la réception des dernières prestations

11.13 – Protection de la main d'œuvre et respect des conditions de travail

Le titulaire est tenu au respect des huit conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail dans les conditions fixées à l'article 6.1 du CCAG-FCS.

En cas d'évolution de la législation sur la protection de la main d'œuvre et des conditions de travail en cours d'exécution du marché, le titulaire est tenu de se conformer aux modifications demandées par le pouvoir adjudicateur pour se conformer à la réglementation en vigueur.

Le Titulaire doit être en mesure de justifier de ce respect en cours d'exécution du marché en fournissant, sur simple demande de la CCI Occitanie, tous les justificatifs nécessaires.

En cas de violation par le titulaire de ses obligations en matière de protection de la main d'œuvre et de conditions de travail, le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché en application de l'article 32.1.a du CCAG-FCS.

12 - Développement durable

Le titulaire tout en se conformant aux exigences décrites, dans les documents de la consultation, prend les initiatives nécessaires pour œuvrer en faveur du respect de l'environnement.

Il s'engage à respecter les modalités mises en œuvre visant à réduire les impacts environnementaux **liés aux prestations de nettoyage** décrite dans son cadre de réponse technique tels que :

- utilisation de produits de nettoyage « neutres » (dont la composition est réalisée sans transformation chimique excessive) ; ces produits doivent être naturels et biodégradables, garantissant ainsi une réduction des pollutions chimiques,
- utilisation de produits de nettoyage et d'hygiène recyclés et présentant un ratio optimal d'utilisation (qualité / quantité)
- stratégies pour minimiser la production de déchets, comme l'utilisation de produits concentrés et réutilisables.
- la gestion de tous les déchets (tri sélectif, déchets dangereux...etc.) pendant toute la durée du marché, notamment leur orientation vers des filières de valorisation.

Conformément à l'article 7 du CCTP concernant les outils et matériel utilisé, le titulaire précisera le choix réalisé par l'entreprise conformément aux indicateurs de :

- réparabilité,
- reconditionnement,
- économie d'énergie,
- actions en faveur du réemploi, de la réutilisation, du reconditionnement, de l'intégration de matières recyclées et du recyclage

Pratiques Favorables à l'Environnement :

Le titulaire s'engage à respecter tous les éléments favorables à l'environnement réalisés et suivis dans le cadre de leurs prestations, tels que définis dans son cadre de réponse technique ainsi que ci-dessous:

- l'utilisation de technologies vertes (adoption de technologies innovantes pour réduire l'impact environnemental)
- l'établissement de rapports réguliers sur les performances environnementales des prestations.
- les pratiques environnementales appliquées aux modalités d'exécution des prestations et notamment les politiques de réduction des émissions de gaz à effet de serre et d'amélioration de la qualité de l'air ;
- la réduction des impacts sur la biodiversité ;
- la sensibilisation des intervenants aux problématiques environnementales liées à l'exécution du marché

Le titulaire fournira les éléments justificatifs du respect de ces obligations. Conformément à l'article 14.1 du CCAG-FCS l'application de l'ensemble des pénalités en cas de non-respect des engagements environnementaux issu du présent, le titulaire se voit appliquer pour chaque manquement, après mise en demeure restée infructueuse, une pénalité dont le montant est fixé à l'article 14 du présent.

13 - Constatation de l'exécution des prestations

13.1 – Vérifications et Contrôles

L'acheteur se réserve le droit de :

- réaliser des audits qualité et des contrôles inopinés ;
- d'appliquer des pénalités en cas de non-respect des engagements contractuels (cf. article 14 du CCAP).

Par dérogation aux articles 27 à 30 du CCAG FCS, le contrôle de la qualité du travail effectué sera réalisé à deux niveaux :

1. **Le premier** par les services utilisateurs des bâtiments. Les manquements constatés, observations et doléances seront consignés et notifiés au titulaire afin que les actions correctives nécessaires soient effectuées.

Sur demande du responsable de site, une visite contradictoire pourra être réalisée celle-ci fera l'objet d'un PV.

La qualité du nettoyage sera vérifiée sur les bases suivantes permettant également d'apprécier le taux de satisfaction :

- Aspect visuel général ;
- Contrôle visuel des déchets, poussières, tâches, toiles d'araignée ;
- Relevé de l'encrassement et des traces ;
- Contrôle des dégradations.

Le confort des prestations de nettoyage attendu est le suivant :

- accueil, hall d'entrée, salles de réception, sanitaires, espaces détente et cuisine :90%
- salle de réception, amphithéâtre etc. : 80%
- bureaux, commun et salle de réunion : 75%

En cas d'urgence opérationnelle avérée (ex. sinistre, événement public), l'acheteur peut exiger une action corrective inférieure à 24h ; cette demande motivée et tracée fera l'objet d'une demande écrite spécifique

Les contrôles se fondent sur des grilles normalisées (annexées au PV de démarrage) avec scoring par zone ; les constats donnant lieu à pénalité sont ceux dépassant les seuils définis au PV de démarrage.

Le confort est apprécié au travers des facteurs suivants :

- Olfactives : les prestations doivent supprimer les mauvaises odeurs, les produits doivent avoir un excellent ratio de tolérance (allergène etc.), certains produits pourront être différemment employés en fonction des lieux à traiter (intérieurs, extérieurs, occupés ou non.) (25%)
- Tactiles : les prestations devront être effectuées de telle sorte que des surfaces traitées ne soient pas désagréables au toucher, au contact ou provoquer des allergies. Les techniques et produits utilisés pour le nettoyage des sols devront être sélectionnés afin que ces derniers ne soient ni collantes, ni glissantes susceptibles de constituer un danger pour les usagers, (25%)
- Auditives : les prestations devront être effectuées de manière à éviter tout bruit entraînant une perturbation de l'environnement (pendant et consécutivement à la prestation telle que l'utilisation de produit pouvant rendre certaines surfaces bruyantes) (25%)
- Visuelles : la sensation de propreté doit également être visuelle. Pour ce faire l'entreprise s'assurera de ne laisser aucune traces ou salissures etc. (contrôle visuel des déchets, poussières, tâches, relevé d'encrassement et des traces de doigts, toiles d'araignée...etc.); ni ne laisser traîner aucun objet ou matériel. (25%)

2. le second à l'occasion de visites menées par l'entreprise titulaire pour un suivi optimal des prestations,

Ces visites de contrôle menées par le titulaire doivent s'appuyer sur les mêmes bases.

Les contrôles seront effectués par le(s) responsable(s) de site(s) dont le(s) nom(s) sera(ont) spécifié(s) au Titulaire lors de la réunion de démarrage.

- ⇒ Un interlocuteur unique sera nommé pour un contact permanent entre l'entreprise et le responsable des sites afin de recueillir toutes informations utiles au bon déroulement des prestations.
- ⇒ En cas de non-conformité des prestations, l'entreprise titulaire devra mettre en œuvre les actions correctives nécessaires et présenter les solutions envisagées pour améliorer les prestations dans le délai de 48 heures ouvrées.
- ⇒ Dans le cas où les remarques ne seraient pas suivies d'effet, conformément à l'article 14, une pénalité sera appliquée au Titulaire du marché sans autre mise en demeure.

13.2 - Décision après vérification

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues aux articles 29 et 30 du CCAG-FCS.

14 - Pénalités

Les pénalités pourront être appliquées, dès lors que le référent de site a informé le référent de la prestation chez le titulaire de l'existence d'un manquement, par tout moyen permettant de garantir la transmission de l'information. Un simple SMS, un courriel ou l'envoi d'une photo constitue une information suffisante pour déclencher l'application d'une pénalité.

Avant l'application des pénalités, le pouvoir adjudicateur adresse au titulaire une mise en demeure précisant le manquement constaté et le délai pour y remédier. La mise en demeure est transmise par un moyen garantissant la date certaine (courriel ou notification via la plateforme ou sms ou mms émis

par le référent de site). Si le titulaire ne régularise pas dans le délai indiqué, les pénalités prévues au présent article seront appliquées par précompte sur la facture suivante.

Exemple d'application : Un retard dans la mise en œuvre d'une action corrective est constaté le 10 mars. Une mise en demeure est envoyée le même jour, accordant un délai de 48 heures pour régulariser. Si le titulaire n'a pas corrigé la situation au 12 mars, une pénalité de 50 € par jour sera appliquée à compter du 13 mars jusqu'à régularisation, et précomptée sur la facture mensuelle.

14.1 - Pénalités de retard

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG FCS, si, sans motif valable et sérieux, le titulaire ne remplit pas les obligations prévues dans le marché, il subira des pénalités pour retard d'exécution suivantes :

- En cas de non-exécution d'une prestation dans le délai défini par le bon de commande (48h après commande), une pénalité de 100 € par jour calendaire de retard sera appliquée jusqu'à réalisation effective ;
- Pénalité forfaitaire de 200 € par événement, en cas d'absence d'un agent non signalée ou non remplacé dans un délai de 24h ;
- En cas de retard de livraison des consommables pour la bonne réalisation des prestations et/ou non-conformité des consommables utilisés, nécessaires au bon déroulement de la prestation, une pénalité de 50 € par jour calendaire de retard sera appliquée jusqu'à mise en conformité ;
- 50 € par jour calendaire de retard et jusqu'à réalisation effective pour le non-respect du délai de mise en œuvre des actions correctives demandées par le responsable de site ;

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

Au-delà de 3 jours, en cas de non-exécution par le titulaire d'une des prestations contractuelles, les membres du groupement de commande **pourront pourvoir à cette inexécution aux frais et risques du titulaire.**

14.2 - Pénalité pour travail dissimulé

Si le titulaire de l'accord-cadre ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10 % du montant TTC de l'accord-cadre.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

14.3 - Autres pénalités spécifiques

Le non-respect des éléments suivant entraînera également l'application d'une pénalité forfaitaire **par constat** :

- Pénalité forfaitaire de 200 € pour tout manquement aux règles de sécurité énoncées à l'article 4 « Confidentialité et mesures de sécurité » du présent document,
- Pénalité en cas de manquements « répétés » si le référent de site se voit dans l'obligation de réaliser trop fréquemment (au-delà de 3 par mois) des signalements pour manquements dans la prestation une pénalité forfaitaire de 100 € sera appliquée de façon forfaitaire.
- Pénalité de 100 € par non-respect des plages horaires définies dans le PV de démarrage ou les annexes horaires ;
- Pénalité de 100 € en cas de non-transmission des relevés de présence ou d'intervention, lorsque ceux-ci sont exigés.

14.4 Modalités d'application

- Avant l'application des pénalités, le pouvoir adjudicateur adresse au titulaire une mise en demeure précisant le manquement constaté et le délai pour y remédier.
- Si au terme du délai le manquement du constat n'a pas été corrigé, les pénalités sont appliquées à compter de la mise en demeure.
- Les pénalités prévues au présent article seront appliquées par précompte sur la facture suivante.
- Le titulaire pourra présenter ses observations dans un délai de **5 jours ouvrés** suivant la notification de la pénalité.
- Le cumul des toutes les pénalités appliquées à un même site ne pourra excéder 20 % du montant annuel de la prestation pour ce site

14.5 Plafond global annuel par lot

Le cumul des pénalités toutes causes sur un même lot ne peut excéder 10% du montant annuel HT commandé sur ce lot.

Une franchise de pénalité pourra être introduite dans le PV de démarrage afin de garantir la proportionnalité des pénalités et la continuité du service.

14.6 Transmission des informations liées à la reprise du personnel (titulaire sortant)

En vue de la remise en concurrence du marché à l'expiration de celui-ci, le titulaire du marché s'engage à fournir aux membres du groupement de commande au plus tard un mois à compter de la demande, un document indiquant :

- le nombre de salariés à reprendre
- la nature des contrats à reprendre
- les avantages dont disposent les personnels
- l'expérience, l'ancienneté et la qualification des personnels
- tout autre élément divers nécessaire pour évaluer la masse salariale

Le non-respect de cette obligation de transmission entraînera de plein droit l'application d'une pénalité de 100 € par jour de retard.

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-FCS l'application de l'ensemble des pénalités constatées seront réalisées par précompte sur la facture du mois suivant leur signalement sans mise en œuvre de procédure contradictoire ni mise en demeure.

15 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

L'attestation d'assurance responsabilité civile professionnelle mentionne explicitement l'activité "propreté & vitrerie" et couvre les risques liés au travail en hauteur.

16 - Modifications relatives au titulaire du présent accord-cadre

16.1- Changement de dénomination sociale du titulaire

En cas de modification de sa dénomination sociale le titulaire doit impérativement informer le pouvoir adjudicateur à l'adresse mentionnée en tête du présent document par écrit et communiquer son numéro d'identification (SIREN) et les éléments mentionnant ce changement dans les plus brefs délais.

16.2- Changement de contractants en cours d'exécution du présent accord-cadre

Le titulaire doit informer le pouvoir adjudicateur de tout projet de fusion ou d'absorption de l'entreprise titulaire et de tout projet de cession de l'accord cadre dans les plus brefs délais et produit rien documents et renseignements utiles qui lui seront notifiés concernant la nouvelle entreprise à qui l'accord cadre transféré ou cédé.

En cas d'acceptation de la cession de l'accord cadre par le pouvoir adjudicateur elle fera l'objet d'un avenant constatant le transfert de l'accord cadre au nouveau titulaire

17 - Clauses complémentaires

17.1 - Circonstances imprévisibles

Lorsque la poursuite de l'exécution du marché est rendue temporairement impossible du fait d'une circonstance que des parties diligentes ne pouvaient prévoir dans sa nature ou dans son ampleur ou du fait de l'édition par une autorité publique de mesures venant restreindre, interdire, ou modifier de manière importante l'exercice de certaines activités en raison d'une telle circonstance, la suspension de tout ou partie des prestations est prononcée par l'acheteur.

Lorsque la suspension est demandée par le titulaire, l'acheteur se prononce sur le bien-fondé de cette demande dans les meilleurs délais.

Dans un délai adapté aux circonstances et qui ne saurait excéder quinze jours à compter de la décision de suspension des prestations, les parties conviennent des modalités de constatation des prestations exécutées et, le cas échéant, du maintien d'une partie des obligations contractuelles restant à la charge du titulaire pendant la suspension.

Dans un délai raisonnable, les parties conviennent également des modalités de reprise de l'exécution et, le cas échéant, des modifications à apporter au marché et des modalités de répartition des surcoûts directement induits par ces événements.

A défaut d'accord entre les parties, le titulaire est tenu, à l'issue de la suspension, de reprendre l'exécution des prestations dans les conditions prévues par le marché et le désaccord est réglé dans les conditions mentionnées à l'article 46 du CCAG.

17.2 Clauses de réexamen

Conformément aux articles L2194-1 et R2194-1 du Code de la commande publique, une clause de réexamen est introduite afin de prendre en compte l'évolution de l'objet du marché, notamment liée à la cession ou à l'acquisition de patrimoine par les CCI.

Le titulaire accepte les modifications ou retraits du périmètre du marché pour les sites existants, sans contrepartie financière, dans les cas suivants :

- Modifications de typologie des surfaces (ex. changement de revêtement, ajout de cloisons) sans modification de superficie ;
- Transfert de compétences, de bâtiments ou d'équipements à un autre membre du groupement ;
- Cession de bâtiments
- Prolongation exceptionnelle de l'accord cadre pour continuité du service dans le cas d'une non-reconduction

En cas de modification de périmètre l'article 17.3 s'applique.

17.3 Modification de périmètre via des marchés subséquents

Dans le cadre des marchés subséquents, toute nouvelle surface ou site intégré devra faire l'objet d'un marché subséquent spécifique.

Les prestations sur ces nouvelles surfaces sont considérées comme indépendantes des surfaces initiales et feront l'objet d'une valorisation spécifique définie dans le marché subséquent.

L'exécution devra respecter les mêmes exigences de qualité et de sécurité que celles prévues pour les surfaces initiales.

Toute modification future du périmètre devra faire l'objet d'un avenant ou d'un nouveau marché subséquent.

17.4 - Prévention des conflits d'intérêts

Le titulaire s'engage à garantir son impartialité et son indépendance durant toute l'exécution du marché de nettoyage, et à prévenir toute situation de conflit d'intérêts.

Constitue un conflit d'intérêts toute situation dans laquelle une personne participant au marché détient un intérêt financier, économique ou personnel susceptible d'altérer son impartialité ou d'affecter la bonne exécution des prestations.

Le titulaire informe sans délai l'acheteur public de toute situation pouvant créer un conflit d'intérêts et lui propose les mesures correctives nécessaires. Il déclare spontanément tout lien existant entre lui-même, ses intervenants ou sous-traitants, et des opérateurs économiques en lien avec le marché. Le titulaire écarte de l'exécution toute personne susceptible d'être en situation de conflit d'intérêts.

En cas de conflit d'intérêts avéré ou de manquement à ces obligations, le marché pourra être résilié pour faute conformément aux dispositions du CCAG-FCS.

17.5 Prolongation exceptionnelle de l'accord-cadre pour continuité du service

Nonobstant les stipulations de l'article 6.3 relatives à la reconduction tacite et à la non-reconduction de l'accord-cadre, et même en cas de notification par l'acheteur d'une décision de non-reconduction, les parties conviennent qu'une prolongation exceptionnelle de l'accord-cadre peut être mise en œuvre afin de garantir la continuité du service public dans l'attente de la finalisation de la nouvelle procédure de mise en concurrence.

Cette prolongation repose sur la clause de réexamen prévue à l'article 17.2, permettant d'adapter le contrat en cas d'évolution ou de nécessité liée à l'organisation du service et aux contraintes opérationnelles des membres du groupement. Elle constitue une adaptation rendue nécessaire par la bonne fin d'une procédure d'achat en cours, dans le respect des articles L2194-1 et R2194-1 du Code de la commande publique.

17.5.1 Durée de la prolongation

La prolongation exceptionnelle :

- ne peut excéder une durée maximale de 3 mois,
- ne peut en aucun cas conduire à dépasser la durée maximale de 48 mois prévue à l'article 6.3 du présent CCAP, toutes périodes confondues.

Elle prend effet à compter de la date d'échéance initiale de la période contractuelle en cours, même si la décision de non-reconduction a été régulièrement notifiée.

Elle est motivée par la continuité du service en attente du nouveau marché.

17.5.2 Conditions applicables pendant la prolongation

Durant cette période exceptionnelle :

- les prestations sont exécutées aux conditions techniques et financières du présent accord-cadre,
- les prix continuent d'être révisés conformément à l'article 7.2,
- l'ensemble des obligations contractuelles du titulaire demeure applicable, notamment les obligations de qualité, de continuité de service, de sécurité et d'hygiène.

17.5.3 Absence d'indemnisation

La prolongation exceptionnelle, mise en œuvre et acceptée par les parties, ne donne lieu à aucune indemnisation.

17.5.4 Fin anticipée de la prolongation

La prolongation prend fin de plein droit à la date de prise d'effet du nouveau marché, à l'expiration de la durée de prolongation maximale de 3 mois, conformément à l'article 17.5.1 ci-dessus, la première de ces deux dates étant applicable.

La prolongation ne peut être utilisée pour reporter artificiellement une mise en concurrence ou contourner les règles de durée maximale des accords-cadres.

18 - Résiliation du contrat

18.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre

Les conditions de résiliation de l'accord-cadre sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

18.2 – Motif d'intérêt général

En cas de résiliation pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra aucune indemnisation.

18.3 – Motifs liés aux obligations contractuelles

Le contrat pourra être résilié aux torts du titulaire dans les cas suivants :

- Inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R.2143-3 et R.2143-6 à R.2143-10 du Code de la commande publique, ou refus de produire les pièces prévues aux articles R.1263-12, D.8222-5, D.8222-7 ou D.8254-2 à D.8254-5 du Code du travail conformément à l'article R.2143-8 ;
- Dépassement du seuil de manquements : lorsque le cumul des pénalités atteint le plafond prévu à l'article 14.4 (20 % par site) ou lorsque plus de trois manquements graves sont constatés sur une période de trois mois par site ; l'accord-cadre sera résilié par site concerné.
- Non-exécution des actions correctives dans les délais impartis malgré une mise en demeure ;
- Violation des règles de sécurité entraînant un risque pour les personnes ou les biens ;
- Faute lourde de l'agent tel que vol avéré, état d'ivresse constaté, introduction d'un tiers étranger à l'entreprise dans les bâtiments, acte de malveillance, etc.
- Travail dissimulé ou fraude constatée.

La résiliation pour ces motifs sera prononcée après mise en demeure restée infructueuse, conformément aux dispositions du CCAG-FCS.

18.4 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre.

En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée.

Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

19 - Règlement des litiges et langues

Règlement amiable des différends

Les parties s'engagent à résoudre leurs éventuels différends prioritairement par voie de conciliation.

Toute contestation de la part du titulaire, relative à l'exécution du présent contrat, devra faire obligatoirement l'objet d'un mémoire en réclamation adressé à l'acheteur avant toute saisine de la juridiction administrative.

Dans son mémoire en réclamation, le titulaire expose les motifs de son différend, indique, le cas échéant, les montants de ses réclamations et fournit les justifications nécessaires correspondant à ces montants. L'absence de réponse de la CCI au bout de deux mois vaut décision implicite de refus.

Règlement juridictionnel des différends

En cas de conflit qui n'aurait pu être réglé à l'amiable par les deux parties, conformément à l'article R312- 11 du Code de Justice Administrative, le tribunal administratif compétent est celui dans le ressort duquel l'autorité publique contractante a signé le contrat ; c'est-à-dire soit le Tribunal administratif de Toulouse soit celui de Montpellier dont les coordonnées figurent ci-dessous :

Tribunal administratif de Toulouse 68 Rue Raymond IV BP 7007 31068 TOULOUSE Cedex 07 Tél : 0562735757 courriel : greffe.ta-toulouse@juradm.fr	Tribunal Administratif de Montpellier 6 rue Pitot 34000 Montpellier - Tel : 04 67 54 81 00 courriel : greffe.ta-montpellier@juradm.fr
--	---

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

20 - Dérogations

- L'article 2 du CCAP déroge à l'article 4.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 5 du CCAP déroge à l'article 5.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 6.1 du CCAP déroge à l'article 13.1.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 13.1 du CCAP déroge aux articles 27 et 28 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 14.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 14.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.1 alinéa 2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 14.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 14.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.3 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 17.5 déroge à l'article 16 du CCAG-FCS - Fournitures Courantes et Services
- L'article 18.1 du CCAP déroge à l'article 42 du CCAG - Fournitures Courantes et Service